

Article 21 du Règlement

Il ajoutait: «Il y a des programmes qui font double emploi et d'autres qui ne sont pas rentables: certaines activités administratives sont du gaspillage. Il y a des programmes qui n'ont aucune utilité ou qui ne servent plus à rien et je vais sabrer là-dedans.»

En mai 1984, il avait dit: «Nous devons trouver les moyens de mettre en place une administration publique plus efficace.»

Monsieur le Président, je vous citais le chef du parti libéral (M. Turner). La population canadienne l'a compris en mandant en septembre 1984 le parti progressiste conservateur. Elle a eu raison. Nous n'avons plus maintenant à en parler car notre gouvernement l'a fait.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE**LE RESPECT DES PROMESSES DU GOUVERNEMENT**

M. Bill Gottselig (Moose Jaw): Monsieur le Président, nous sommes en train de remettre de l'ordre dans nos finances. Depuis que nous avons formé le gouvernement en septembre 1984, nous avons graduellement fait face à nos responsabilités financières. Comme l'atteste le récent budget, nous dépensons moins et plus sagement.

Ceux de mes électeurs qui sont propriétaires de petites entreprises ou producteurs agricoles comprennent qu'il faut absolument éponger le déficit. Ils voient d'un bon œil les dispositions qui favorisent la création d'emplois et les programmes d'aide aux agriculteurs en difficulté.

La confiance augmente chaque jour à mesure que les dispositions budgétaires produisent leur effet. A preuve, monsieur le Président, la chute des taux d'intérêt et du chômage.

Nous avons promis de mettre le Canada dans la bonne voie et nous avons tenu parole. Nous avons dit que nous allions réduire les dépenses effrénées et nous l'avons fait. Tout indique que le déficit sera épongé d'ici 1990.

Mes électeurs se joignent à moi pour féliciter le ministre des Finances (M. Wilson).

* * *

● (1405)

[Français]

LE PREMIER MINISTRE**LES PRÉSUMÉS COMMENTAIRES AYANT TRAIT À L'ANCIEN DÉPUTÉ DE SAINT-MAURICE**

M. Carlo Rossi (Bourassa): Monsieur le Président, les commentaires émis au cours de la fin de semaine par le premier ministre (M. Mulroney) concernant la situation entourant la démission de l'ancien député de Saint-Maurice (M. Chrétien) est une vraie farce.

Personne dans l'histoire politique de notre pays n'a l'expertise du premier ministre dans l'art de poignarder quelqu'un dans le dos. Demandez-le à «Joe». Il pourra vous montrer ses

ciatrices. Même Judas a l'air d'un enfant de chœur comparativement au premier ministre. Pauvre Brian, il tente par tous les moyens de reprendre le terrain qu'il a perdu au Québec et, pour ce faire, il est prêt à poignarder tous ceux qui pourraient se trouver sur son passage! Vous faites pitié, monsieur le premier ministre, bien pitié Brian, mais pas brillant.

* * *

[Traduction]

LE TRANSPORT AÉRIEN**LE CITY EXPRESS—L'ABSENCE DE SERVICE À HAMILTON-WENTWORTH**

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, vous n'ignorez pas que Hamilton-Wentworth possède une aérogare toute neuve. Mais une aérogare mal desservie ne sert pas à grand-chose. Jeudi dernier, je me suis présenté à l'aéroport à 6 h 30 du matin pour prendre le City Express, un vol sans escale à destination d'Ottawa. Mais j'ai appris que City Express n'avait pas envoyé d'avion à Hamilton, qu'il n'y avait pas d'avion là-bas et qu'il n'y en aurait probablement pas.

J'ai dû me rendre en taxi de Hamilton à Toronto pour prendre un vol en direction d'Ottawa.

Non seulement City Express n'assure pas un bon service à ses clients, mais il ne daigne même pas les informer qu'il n'assure pas la liaison certains jours de la semaine. J'engage le gouvernement à examiner le mandat qu'il a confié à ce transporteur pour voir s'il n'y aurait pas moyen de le modifier.

* * *

[Français]

L'ÉCONOMIE**LES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES**

M. Clément M. Côté (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, au quatrième trimestre de 1985, l'optimisme des chefs d'entreprises a atteint un niveau record. C'est ce que révèle l'enquête sur les attitudes et les intentions d'investissement des entreprises du Conference Board.

Le pourcentage de dirigeants d'entreprises qui estiment que la période actuelle est propice aux investissements est passé d'un seul coup à 49.7 p. 100 par rapport au taux déjà élevé de 42.8 p. 100 au troisième trimestre.

Ce pourcentage de réponses optimistes est le plus élevé depuis le deuxième trimestre de 1979. Selon le Conference Board, les dirigeants d'entreprises sont également plus optimistes qu'auparavant en ce qui concerne l'évolution de la conjoncture économique.

Quel changement, monsieur le Président, depuis le dernier trimestre de l'administration libérale en 1984, où la proportion inverse, soit 45.9 p. 100 des répondants à cette même question croyaient qu'il n'était pas opportun d'investir au Canada!